



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Achats
de l'État**

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET
TRAVAUX D'INSTALLATIONS DE SECURITE INCENDIE, EQUIPEMENTS
D'ALARME ET MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**AU PROFIT DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS EN REGION ILE-DE-FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAE_AC_SSI-EA ELI_IDF_2025

Table des matières

PARTIE I - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	4
Article 1 Acheteur	4
Article 2 Glossaire	4
Article 3 Caractéristiques principales de l'accord-cadre	5
Article 3.1 Objet de l'accord-cadre	5
Article 3.2 Périmètre de l'accord-cadre	6
Article 3.3 Allotissement	6
Article 3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre	7
Article 3.5 Durée de l'accord-cadre	9
Article 3.6 Lieu d'exécution	9
Article 3.7 Clause d'exclusivité et de non-exclusivité	10
Article 3.8 Prestations à réaliser	10
Article 3.9 Documents contractuels	10
Article 4 Régime financier de l'accord-cadre	11
Article 4.1 Etablissement des prix de l'accord-cadre	11
Article 4.2 Demande de révision	12
Article 4.3 Révision des prix de l'accord-cadre	12
Article 5 Pilotage de l'accord-cadre	16
Article 6 Pénalités liées à l'accord-cadre	18
Article 7 Relation Fournisseurs	24
Article 8 Modification de l'accord-cadre	25
Article 9 Résiliation de l'accord-cadre	26
Article 10 Exécution aux frais et risques du Titulaire	26
Article 11 Différends	26
Article 12 Litiges et contentieux	26
PARTIE II – MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	27
PARTIE III – MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	28
PARTIE IV – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS (Lot n°5)	29
Article 13 Modalités de passation des marchés subséquents	29
Article 14 Obligation de réponse	29

PARTIE V – CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	30
Article 15 Forme des marchés subséquents.....	30
Article 16 Durée des marchés subséquents	30
Article 17 Forme du prix des marchés subséquents (lot 5) et conditions d'exécution des prestations forfaitaires	30
Article 18 Forme du prix et conditions d'exécution des prestations de maintenance corrective	31
Article 19 Délais d'exécution des marchés.....	32
Article 20 Pièces constitutives des marchés.....	32
Article 21 Pilotage des marchés.....	32
Article 22 Résiliation d'un marché subséquent	32
PARTIE VI - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	33
Article 23 Représentation des parties.....	33
Article 23.1 Représentation de l'acheteur.....	33
Article 23.2 Représentation du Titulaire.....	33
Article 23.3 Echanges dématérialisés.....	34
Article 24 Obligations du Titulaire.....	34
Article 25 Considérations sociales.....	37
Article 26 Considérations environnementales.....	42
Article 27 Traitement de données à caractère personnel.....	46
Article 28 Sous-traitance	47
Article 29 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques.....	48
Article 30 Assurances	48
Article 31 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	49
Article 32 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	50
Article 33 Exécution aux frais et risques du Titulaire	53
Article 34 Langue	53
PARTIE VII – ANNEXES ET DEROGATIONS	53

PARTIE I - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

Article 1 Acheteur

L'État,

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Siret : 130 022 205 00012

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'État ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 4 juin 2025 portant délégation de signature.

Article 2 Glossaire

Accord Cadre	Contrat qui permet à un acheteur public de retenir un ou plusieurs candidats sur la base d'un cahier des charges. Dans le cas d'un marché subséquent, ceux-ci sont ensuite remis en concurrence entre eux, soit périodiquement, soit lorsqu'un besoin survient.
ATTRI1 (Acte d'engagement)	Le formulaire ATTRI1 est un modèle d'acte d'engagement utilisé par les acheteurs pour formaliser la conclusion de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent.
Bénéficiaires	<p>Les Bénéficiaires représentent les entités qui sont comprises dans le périmètre de l'accord-cadre, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• les sites relevant de l'administration centrale, des juridictions judiciaires, administratives et financières, des services à compétence nationale (SCN), des services déconcentrés de l'Etat, des autorités administratives indépendantes (AAI), des services du ministère des armées (MINARM),• les sites des autorités publiques indépendantes (API) volontaires et des établissements publics volontaires listés en annexe 1 du CCAP.• Les sites de la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ». <p>Pour le lot 5, les Bénéficiaires sont entièrement en charge de la passation, conclusion et suivi d'exécution des marchés subséquents (notamment de leur résiliation).</p> <p>Les Bénéficiaires sont chargés de l'émission des bons de commandes pour les autres lots.</p> <p>Les Bénéficiaires sont notamment responsables pour les marchés subséquents et les bons de commande des tâches suivantes : suivi des déclarations de sous-traitance et agrément des conditions de paiement,</p>

	<p>suivi des prestations, mise en demeure d'exécuter les prestations, application des pénalités.</p> <p>Seuls les sites relevant des bénéficiaires (définis ci-dessus), situés en région Ile de France sont compris dans le périmètre du présent accord-cadre.</p>
BPU (bordereau des prix unitaires)	Le BPU est un document contractuel précisant les prix unitaires applicables dans le cadre du marché. Les BPU sont annexés à l'acte d'engagement. Trois types de BPU sont prévus : Un BPU pour la commande de pièces, un BPU pour les prestations de maintenances forfaitaires et un BPU pour les travaux
CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales)	<p>Document contenant des dispositions contractuelles d'ordre juridique et financier applicables à toutes les prestations d'une même nature ou d'un même secteur d'activité. Il décrit les conditions administratives générales d'exécution des prestations. Ce document est consultable sur internet. www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques</p> <p>Le CCAG applicable est celui intitulé « Marchés de fournitures courantes et services »</p>
CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières)	Document contractuel de l'accord-cadre et qui décrit notamment les conditions de passation des marchés subséquents ou des bons de commande, les conditions d'exécution des prestations, les conditions de règlement, les conditions de vérification des prestations et de présentation des sous-traitants.
CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières)	Document contractuel de l'accord-cadre et qui décrit les conditions techniques particulières d'exécution des prestations.
CCP (Cahier des Clauses Particulières)	Cahier des clauses particulières du marché subséquent passé par le Bénéficiaire.
DAE (Direction des achats de l'Etat)	La DAE est désignée comme l'acheteur en charge de la passation de l'accord-cadre, et de sa résiliation éventuelle.
Etablissement public	Un établissement public est une personne morale de droit public disposant d'une autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général, précisément définie. Dans le cas présent, il s'agit exclusivement d'établissements publics de l'Etat.
Marchés subséquents	Les marchés subséquents sont les marchés passés sur le fondement du lot 5 du présent accord-cadre, qui précisent le périmètre des prestations, le contexte, les exigences spécifiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été détaillées dans l'accord cadre.
Titulaire	Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur ou le marché subséquent avec le Bénéficiaire. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

Article 3 Caractéristiques principales de l'accord-cadre

Article 3.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet l'exécution de prestations de maintenance et petits travaux. Il s'agit de prestations de maintenance pour les équipements de sécurité incendie, d'alarme et de moyens de lutte contre l'incendie et de petits travaux nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des bâtiments.

Ces prestations ont vocation à être exécutées au profit des bâtiments des Bénéficiaires situés en région **Île-de-France**.

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières. L'accord-cadre porte sur des prestations de services et est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), à l'exception des lots 9 et 10, pour lesquels le CCAG travaux s'applique.

Parmi cette liste d'équipements, nous retrouvons par exemple :

- les installations de sécurité incendie (Système de sécurité incendie, équipements de détection, d'alarme, Déclencheur Manuel, centrale détection gaz...)
- les équipements de lutte contre l'incendie (Robinet Incendie Armé, extincteurs, colonne sèche, sprinkler...)

Codes CPV de la consultation :

- 24951220-3 Produits extincteurs
- 31625100-4 Systèmes de détection d'incendie
- 31625200-5 Systèmes d'alarme incendie
- 35111000-5 Matériel de lutte contre l'incendie
- 35111200-7 Équipement de lutte contre l'incendie
- 35111320-4 Extincteurs portatifs
- 35111400-9 Équipement d'évacuation en cas d'incendie
- 35111500-0 Système d'extinction d'incendie
- 44480000-8 Équipements divers de protection contre l'incendie
- 45343200-5 Travaux d'installation de dispositifs d'extinction d'incendie
- 45343220-1 Travaux d'installation d'extincteurs
- 45343230-4 Travaux d'installation de systèmes de pulvérisation d'eau
- 50413100-4 Services de réparation et d'entretien de matériel de détection de gaz
- 50413200-5 Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
- 51700000-9 Services d'installation de matériel de protection contre l'incendie

Ces prestations ont vocation à être exécutées en région Île-de-France.

Article 3.2 Périmètre de l'accord-cadre

Les Bénéficiaires de l'accord-cadre sont mentionnés à l'article 2 du présent CCAP (Glossaire).

Conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique :

- Une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent a été conclue entre la Direction des Achats de l'Etat et des établissements publics et autres organismes, dont la liste figure en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue entre la DAE et la Préfecture de Police de Paris, pour ce qui concerne les besoins des sites occupés par la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ».

Article 3.3 Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

Intitulé	Géographie	Mono ou multi attributaire(s)
Lot 1 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 nord (Arrondissements : 1er, 2ème, 3ème, 4 ème, 8 ème ,9 ème ,10 ème, 11 ème, 12 ème, 16 ème, 17 ème, 18 ème, 19 ème et 20 ème)	Mono attributaire
Lot 2 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 sud (Arrondissements : 5 ème, 6 ème, 7 ème, 13 ème, 14 ème et 15 ème)	Mono attributaire
Lot 3 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 4 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	78 - 92 - 95	Mono attributaire
Lot 5 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par <u>agents postés</u> (marchés subséquents)	Régional IDF	Multi attributaires
Lot 6 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	75	Mono attributaire
Lot 7 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 8 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	78 - 92 - 95	Mono attributaire
Lot 9 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Est 77 - 91 - 93 - 94	Mono attributaire
Lot 10 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Ouest 75 - 78 - 92 - 95	Mono attributaire

Article 3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est :

- Mono-attributaire pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10
- Multi-attributaires pour le lot n° 5, avec 6 attributaires au maximum pour ce lot.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10 et par la passation de marchés subséquents pour le lot n° 5. Les marchés subséquents sont mixtes et comprennent une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Le lot n°5 se distingue par le besoin des Bénéficiaires à avoir des moyens humains situés sur les sites, des techniciens dits « postés ». Il est conclu sans minimum, avec un maximum de 150 millions d'euros HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises. Ce montant maximal intègre les évolutions possibles de périmètre et de dépenses au-delà du montant estimatif (non engageant) mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Le détail est mentionné ci-dessous :

Intitulé	Géographie	Estimation par lot (€ HT)	Montant maximum de l'accord-cadre (€ HT)
Lot 1 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 nord	10 000 000 € HT	20 000 000 € HT
Lot 2 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	75 sud	10 000 000 € HT	20 000 000 € HT
Lot 3 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	4 000 000 € HT	15 000 000 € HT
Lot 4 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par agents itinérants (bons de commande)	78 - 92 - 95	4 000 000 € HT	15 000 000 € HT
Lot 5 : Maintenance des installations de sécurité incendie et équipements d'alarme par <u>agents postés</u> (marchés subséquents)	Régional IDF	2 000 000 € HT	8 000 000 € HT
Lot 6 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	75	3 000 000 € HT	10 000 000 € HT
Lot 7 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	77 - 91 - 93 - 94	3 000 000 € HT	10 000 000 € HT
Lot 8 : Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (bons de commande)	78 - 92 - 95	3 000 000 € HT	10 000 000 € HT

Intitulé	Géographie	Estimation par lot (€ HT)	Montant maximum de l'accord-cadre (€ HT)
Lot 9 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Est 77 - 91 - 93 - 94	5 000 000 € HT	15 000 000 € HT
Lot 10 : Travaux sur les installations de sécurité incendie et équipements d'alarme (bons de commande)	IDF Ouest 75 - 78 - 92 - 95	6 000 000 € HT	20 000 000 € HT

Chaque lot du présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum correspondant au lot aura été atteint, quelle que soit la durée du lot prévue initialement par l'acheteur.

Il est précisé que la mention d'un montant maximum a pour objet d'assurer la conformité du présent accord-cadre à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, transposée à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Article 3.5 Durée de l'accord-cadre

3.5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois ferme.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'entrée des Bénéficiaires dans l'accord-cadre est progressive puisqu'elle s'effectue au terme de la période d'exécution de leurs marchés en cours ayant le même objet. Les dates d'entrée des Bénéficiaires sont renseignées à titre indicatif et non engageante dans l'annexe 1 du CCAP.

Le service Bénéficiaire peut intégrer ses prestations progressivement lot par lot.

3.5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois reconductible deux (2) fois par tacite reconduction par période de 12 mois.

Dans le cas de non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au Titulaire par courrier postal recommandé avec accusé de réception avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 2 mois.

En tout état de cause, la durée de validité du marché subséquent ne peut excéder 6 mois maximum après la fin de validité de l'accord-cadre. Il en résulte notamment que les marchés subséquents sont passés au plus tard la 3ème année de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée contractuelle maximum est de deux ans.

Article 3.6 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont :

- 75 - Paris (FR-75)
- 77 - Seine-et-Marne (FR-77),
- 78 - Yvelines (FR-78),
- 91 - Essonne (FR-91),

- 92 - Hauts-de-Seine (FR-92),
- 93 - Seine-Saint-Denis (FR-93),
- 94 - Val-de-Marne (FR-94),
- 95 - Val-d'Oise (FR-95).

Article 3.7 Clause d'exclusivité et de non-exclusivité

- 1) **Les Titulaires de l'accord-cadre bénéficient d'un droit d'exclusivité (sous réserve des limites mentionnées aux points 2 à 4 ci-dessous) pour les prestations objets du présent accord-cadre dès lors qu'elles concernent :**
 - Les sites de l'administration centrale des ministères (hors MINARM),
 - Les services déconcentrés recensés dans la liste annexe 1 au CCAP,
 - Les établissements publics volontaires listés en annexe 1 du CCAP.
- 2) Il est possible de réaliser des travaux dans le cadre des lots de maintenance ou bien de faire appel aux Titulaires des lots travaux (9 et 10), dans les conditions suivantes :
 - Pour les opérations d'un montant de travaux inférieur ou égal à 40 000€ HT, le Bénéficiaire choisit librement son intervenant (Titulaires des lots maintenance ou des lots travaux) en fonction du contexte de l'opération considérée : pour des raisons de performance économique, de disponibilité calendaire, de concomitance de travaux,
 - Au-delà de 40 000€ HT et jusqu'à 150 000€ HT, il fait obligatoirement fait appel au Titulaire du lot travaux.
 - Au-dessus de 150 000€HT, le Bénéficiaire ne recoure pas au présent accord-cadre et passe une procédure de mise en concurrence dédiée.
 -
- 3) Les titulaires de l'accord-cadre ne bénéficient pas d'exclusivité concernant les sites du ministère des armées.
- 4) Dans le cas de la passation de marchés subséquents (lot 5), lorsque le Bénéficiaire constate une absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le service Bénéficiaire peut conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

A titre d'information, et sans que cela ne constitue un engagement, les bénéficiaires peuvent disposer, à la date de notification du présent accord-cadre, d'un marché en cours d'exécution portant sur les prestations objet du présent accord-cadre, à la suite duquel ils rejoindront l'accord-cadre.

Article 3.8 Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont décrites dans les CCTP (maintenance, travaux).

Pour le lot 5, les Bénéficiaires ont la possibilité de préciser dans les marchés subséquents les clauses techniques de l'accord-cadre afin de préciser leur contexte, leurs contraintes, leurs besoins.

Article 3.9 Documents contractuels

Par dérogation au cahier des clauses administratives générales, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - AE_Annexe_1_BPU Forfait pour différents lots
 - AE_Annexe_1_BPU Pièces pour différents lots
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - CCAP_Annexe_Liste indicative des Bénéficiaires EP et API volontaires
 - CCAP_Annexe_Liste indicative des sites lot par lot
 - Guide d'utilisation du marché

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) maintenance, et ses annexes :

- CCTP_Annexe_1_Gammes de maintenance SSI-EA
- CCTP_Annexe_2_Gammes de maintenance ELI
- CCTP_Annexe_3_Fiche de non-conformité

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) Travaux,

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 (applicable aux lots 1 à 8) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé le 30 mars 2021 (applicable aux lots 9 et 10) ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par arrêté du 18 septembre 2018.

Article 4 Régime financier de l'accord-cadre

Article 4.1 Etablissement des prix de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à prix :

- Lots n° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10 : unitaires et forfaitaires ;
- Lot n° 5 : unitaires et forfaitaires.

Les prix du bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre pour le lot 5 sont des prix plafonds (révisables) à ne pas dépasser lors de la remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent. Les marchés subséquents sont conclus à prix mixtes, comportant des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires.

Les prix sont révisables. Les prix sont mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure tous les frais et charges, et notamment :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - Les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - Les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - Les sujétions relatifs aux petits travaux résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ;
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- Les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres prestations.

Article 4.2 Demande de révision

Le Titulaire du marché transmet une demande de révision dans un délai maximum de 45 jours avant la date anniversaire de la notification du marché. Celle-ci n'est pas automatique.

Passé ce délai, la demande sera réputée irrecevable pour la période concernée. La révision concerne également les prestations sous « BPU pièces ».

Article 4.3 Révision des prix de l'accord-cadre

Pour le premier exercice, les prix des prestations de base sont fermes. Pour chaque nouvel exercice annuel, les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (0,8 * ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0,2 * MIG-EBIQ / MIG-EBIQ_0)$$

dans laquelle :

* ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du « coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre, accessible via :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

* ICHT-IME₀ = valeurs d'origine du mois M0 fixé

* MIG-EBIQ = valeur de l'indice 010534841 de l'INSEE, indice de prix à la production dans l'industrie « ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'investissement », dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre, accessible via :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841>

* MIG-EBIQ₀ = valeur d'origine du mois M0

Les prix des prestations annuelles restent fermes pendant chaque exercice annuel d'exécution.

Le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième supérieur. Les prix sont établis avec deux décimales, si le chiffre après la décimale est 5 ou plus, on arrondit à l'unité supérieure..

Dans le cas du lot n°5, le Bénéficiaire précise dans son marché subséquent les modalités de révision des prix. Dans tous les cas, la formule et l'indice de révision des prix du marché subséquent est identique à celui pris pour l'accord-cadre.

Article 4.4 Clause de butoir

Le prix du marché est révisable conformément aux dispositions de l'article 4.3 du CCAP relatif à la révision des prix. Toutefois, en application de la présente clause de butoir, aucune révision de prix ne peut conduire à une augmentation du prix initial du marché de plus de sept pour cent (7%). Dès lors que le prix révisé atteint ce seuil maximal d'augmentation, la formule de révision cesse de s'appliquer et le prix reste bloqué à ce niveau pour la durée restante du marché, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Article 4.5 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande ou pour la partie forfaitaire des marchés subséquents, à compter de la notification du marché subséquent (lot n° 5). Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Article 4.6 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes pour les prestations forfaitaires est fixée à **trois (3) mois**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Article 4.7 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour les lots de 1 à 8. Les lots 9 et 10 quant à eux font l'objet d'une retenue de garantie.

Un bon de commande ainsi que la partie forfaitaire d'un marché subséquent peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du Titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande et/ou de la partie forfaitaire.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - o arrêté du 23 décembre 2019 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
 - o arrêté du 21 décembre 2018 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

Les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 22 juillet 2024 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE) :

[Notice Décision du 22 juillet 2024 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ».](#)

Cette décision peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle publiée au bulletin officiel du MTE.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Article 4.8 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 4.9 Modalités de facturation

Pour les prestations forfaitaires, la facture est établie au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent, après admission des prestations. Le montant à facturer correspond au 1/12^{ème} du montant forfaitaire annuel. Dans le cas où la prestation n'est exécutée qu'une partie du mois, la facturation s'effectue au *pro rata temporis* du nombre de jours effectués, un jour représentant 1/365^{ème} du montant annuel forfaitaire. Il pourra être demandé une facturation détaillée par site.

Le montant des prestations ponctuelles ayant fait l'objet de bons de commande préalables est porté, après service fait, sur **une facture spécifique, distincte** de celle relative aux prestations continues.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le détail de la répartition des prestations entre les cotitulaires du groupement conjoint est mentionné sur chaque bon de commande et sur l'acte d'engagement pour la partie forfaitaire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande, le cas échéant (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution des services
- le lieu, la quantité et la dénomination précise des prestations
- le prix unitaire hors taxes des prestations et ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 4.10 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 4.11 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 5 Pilotage de l'accord-cadre

Article 5.1 Suivi de l'accord-cadre

Le Titulaire transmet à l'acheteur un état de son activité au sein du présent accord-cadre et ce, à une fréquence semestrielle. Le modèle de reporting fait l'objet d'une validation entre l'acheteur et le Titulaire au stade de déploiement de l'accord-cadre.

Pour les lots à bons de commande, cet état d'activité comprend :

- Le nombre de bons de commande pour lesquels le Titulaire a été sollicité ;
- La désignation des Bénéficiaires, les noms et adresses des sites concernés par la passation des marchés ;
- Le montant des prestations forfaitaires prévues par ces bons de commande ;

Pour le lot 5, à marchés subséquents, cet état d'activité comprend :

- Le nombre de marchés pour lesquels le Titulaire a été sollicité ;
- Le nombre de marchés auxquels le Titulaire a répondu ;
- Le nombre de marchés dont il est Titulaire ;
- La désignation des Bénéficiaires, les noms et adresses des sites concernés par la passation des marchés ;
- Le montant des prestations forfaitaires prévues par ces marchés ;
- Le montant des bons de commande qui ont été passés au sein de ces marchés.

Le Titulaire est tenu de transmettre l'ensemble de ces éléments dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur.

Au-delà de ce délai, le Titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 6 pour non-conformité (KPI n°6) du présent CCAP.

Les Titulaires ou leurs représentants se rendent dans les bureaux du Bénéficiaire ou sur les lieux de réalisation des prestations, toutes les fois qu'il en est requis.

Toute réunion fait l'objet d'un compte-rendu. Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisée sauf précisions contraires. Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le Titulaire.

En complément des réunions mentionnées ci-dessous, les Bénéficiaires peuvent compléter les modalités de pilotage dans les marchés subséquents du lot n°5, notamment par l'ajout de réunions supplémentaires (suivi mensuel, par exemple).

Article 5.2 Les réunions de démarrage et de revues annuelles des Titulaires de l'accord-cadre

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur, le Titulaire et, le cas échéant, les Bénéficiaires :

- Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant du Titulaire (lot n° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10) ou le Bénéficiaire (lot n° 5) présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation. L'objet de cette réunion est de :

- présenter les organisations respectives ;
 - s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètres et engagements) ;
 - rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
 - rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
 - agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) ;
 - préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le Titulaire.
- Aborder la question de la prise en charge et en fixer les principaux jalons.

- Revue des Titulaires de l'accord-cadre

L'acheteur invite les Titulaires à participer à une revue permettant aux acteurs d'échanger sur les contrats en cours et les potentielles difficultés d'exécution. Cette réunion est semestrielle la première année puis annuelle. En cas de difficultés récurrentes avec un Titulaire, une ou des réunions est(sont) organisée(s) par l'acheteur.

Les Bénéficiaires concernés sont conviés à participer à ces échanges.

Le Titulaire communique à l'acheteur les documents de bilan **au minimum 15 jours** avant la revue annuelle afin que ce dernier puisse les diffuser aux Bénéficiaires concernés et en prendre connaissance. Ce bilan comprendra également un volet sur l'exécution financière des contrats (ex : taux de réalisation des devis, nombre de factures impayées...).

L'acheteur informe le Titulaire de la date de cette revue au minimum 1 mois avant. Cette invitation prend la forme d'un simple courrier ou courriel.

Toute absence non justifiée à ces réunions entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 6 du présent CCAP.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire rédige un compte-rendu sous 10 jours.

En cas de difficultés récurrentes avec un Titulaire, une ou des réunions spécifiques est(sont) organisée(s) par l'Acheteur.

Article 5.3 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre global et lot par lot

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le Titulaire de chaque lot à bons de commande et de chaque marché subséquent est tenu de :

- Produire un état semestriel de la consommation (montants commandés ; montants facturés et paiements reçus), tous Bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **5** jours ouvrés à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **50%** de la valeur maximale par lot à bons de commande prévue par l'acheteur à l'article 3.4 du présent CCAP.

Le modèle de restitution peut être commun avec le reporting exigé à l'article 5.1 ci-dessus.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

- L'acheteur :
 - veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
 - est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.
- Le Titulaire :
 - s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
 - s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

Article 6 Pénalités liées à l'accord-cadre

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, l'acheteur peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de 150 euros par jour de retard constaté. Ces pénalités peuvent être appliquées soit par l'acheteur soit par les bénéficiaires.

Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent notamment être précomptées sur les acomptes versés au Titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20% du montant estimé du marché.

Dans le cas où ce plafond venait à être dépassé, le Titulaire produit sous la forme d'un tableau une liste des pénalités reçues, avec leurs causes et leurs montants et l'identification du Bénéficiaire qui a appliqué ces pénalités. Le format de ce tableau est convenu entre le Titulaire et l'acheteur.

L'atteinte du plafond des pénalités ne saurait libérer le Titulaire de toutes ses obligations contractuelles. En cas d'inexécution, les dispositions de l'article « Indicateurs de performance » du CCTP s'appliquent. Toutes les pénalités mentionnées au présent article peuvent faire l'objet d'aménagement dans les marchés subséquents du lot n° 5 : ajout, modification ou suppression de pénalités.

Principe du contradictoire

Lorsque le Bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard ou d'absence, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si le Bénéficiaire considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Il existe deux typologies de pénalités :

- Les pénalités appliquées par les bénéficiaires liées à des KPI, soit à l'exécution des prestations (article 7.1 du CCTP).
- Les pénalités liées à des obligations de nature administrative (appliquées soit par l'acheteur soit par les bénéficiaires), qui sont détaillées à partir de l'article 6.1. Pour le lot 5, elles peuvent être précisées et complétées par les Bénéficiaires au stade de la passation du marché subséquent.

N°	Nom indicateur	Critères de Qualités de service	Prestation	Domaine	Calcul	Point de mesure	Niveau Attendu	Périodicité de la pénalité	de la Pénalités
1	Taux de Réalisation du préventif	Réalisation du planning de préventif	Préventif	Technique	= Nombre d'Ordres de Travail (OT) préventifs planifiés/Nombre de OT préventif réalisées + préventifs non-réalisés sur la période de maintenance considérée	Constat/GMAO	100%	Période maintenance	de Si résultat supérieur à 80% : 500 euros pour le premier constat 2000 euros pour les constats ultérieurs dans la limite d'un constat par période de maintenance Si résultat inférieur à 80% : 1000 euros pour le premier constat 2500 euros pour les constats ultérieurs dans la limite d'un constat par période de maintenance
2	Astreinte	Respect des délais	Correctif	Technique	Intervention dans les délais (cf. article 1.3 du CCTP)	Constat	100%	Mensuelle	1000 euros dans la limite d'un constat par mois.
3	Suivi des dépannages	Réactivité et des avancement des dépannages	Correctif	Technique	= Nbre de demandes de dépannages soldées dans les délais contractuels /Nbre de demandes de dépannage émises + demandes de dépannage en cours	GMAO	98%	Trimestrielle	500 euros
4	Taux de réalisation levées de réserves	Traitement des levées de réserve	Sécurité	Réglementaire	Traitement immédiat des levées de réserves critiques (danger grave ou imminent)	GMAO / Rapport bureau de contrôle	100%	Trimestrielle	200 euros par constat non traité
		Traitement des levées de réserve	Sécurité	Réglementaire	Traitement des levées de réserves sous un mois à la remise du rapport du bureau de contrôle. = Nbre de levées de réserves soldées dans les délais/Nbre de levées de réserve émises+ reliquat des mois précédents	GMAO/Rapport bureau de contrôle	100%	Trimestrielle	100 euros par constat non traité
5	Taux de rotation Equipe du Titulaire (Site posté)	Maitrise du taux de rotation du Titulaire	Qualité de service	Qualité	Effectif contractuel (organigramme présenté en début de marché) / Effectif accueilli dans l'année du contrat	Constat	>80%	Annuelle	Une pénalité de 5000 euros est appliquée au Titulaire lors du dépassement de ce seuil mini, la pénalité est calculée une fois par an à chaque date anniversaire du contrat. Le calcul ne prend pas en compte les remplacements pour maladie, congés et formations de l'équipe du Titulaire.

N°	Nom indicateur	Critères de Qualités de service	Prestation	Domaine	Calcul	Point de mesure	Niveau Attendu	Périodicité de la pénalité	la Pénalités
6	Non-conformité	Non-conformité par rapport au marché et du Bénéficiaire	Qualité de service	Qualité	Somme Nbre de réclamation ≥ 2 , sur 3 mois glissant	Constat	0%		500 euros par constat après dépassement de 2 constats sur 3 mois glissants
7	Sécurité	Accueil chantier	Sécurité	Sécurité	Accueil chantier des nouveaux arrivants et sous-traitant, émargement du plan de prévention.	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
		Tenue de Personnel	Présentation du Titulaire	Qualité	100% des tenues du personnel correctes (Tenue siglée au nom du Titulaire)	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
8	Reporting	Élaboration des reportings indiqués au marché	Reporting	Pilotage	Rapport d'activité Trimestriel transmis 5 jours avant réunion	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
		Transmission des devis	Reporting	Pilotage	Devis transmis au Bénéficiaire dans un délai supérieur à 10 jours à compter de la date de la demande ou de l'observation, sauf accord du Bénéficiaire après argumentations.	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
		Transmission de rapports technique	Reporting	Pilotage	Transmission dans un délai de 48h du diagnostic technique réalisé sur un équipement ou installation en panne.	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
9	Moyens	Binôme/remplacement	Moyens humains	Equipe	Absence du représentant du Titulaire contrat, agréé et désigné ou remplaçant ayant les mêmes pouvoirs de décision, à une réunion d'exploitation ou de coordination fixée par le Bénéficiaire.	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
		Profil de compétences des personnels intervenants		Equipe	Profil et qualification ou habilitation non conforme aux préconisations du marché.	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)
		Équipement/outillage	Moyens Matériel	Matériel	Absence d'outillage adapté aux activités de maintenance	Constat	100%		Equivalent à une non-conformité (cf. indicateur 6)

Article 6.1 Pénalités d'exécution appliquées par les bénéficiaires

Le Bénéficiaire utilise les indicateurs de performance ci-dessus, éventuellement complétés au stade des marchés subséquents pour le lot 5, afin de s'assurer de la conformité des prestations délivrées avec ses engagements contractuels. Le non-respect de ces indicateurs contractuels donne lieu à l'application de pénalités en dérogation du CCAG fournitures et services.

Article 6.2 Pénalités d'absence aux réunions de démarrage ou de revues annuelles des Titulaires de l'accord-cadre (appliquées par l'acheteur)

En cas d'absence non justifiée à l'une des réunions prévues par l'article 5.2 du présent CCAP, le Titulaire s'expose à une pénalité de **200 euros**.

Article 6.3 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre (appliquées par l'acheteur)

S'agissant des obligations contractuelles prévues à l'article 5.3 du présent CCAP :

- En cas de retard dans la communication de l'état de consommation (tous Bénéficiaires confondus) du présent-accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à 100 euros par semaine (7 jours calendaires) de retard pour la communication du rapport.
- En cas de communication incomplète de l'état de consommation du présent-accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à 100 euros par Bénéficiaire manquant.
- En cas de manquement du Titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 50 % des valeurs maximales par lot à bons de commande, il est appliqué une pénalité égale à 1000 euros dès le constat de cette omission.

Article 6.4. Pénalités liées au non-respect des considérations sociales

Article 6.4.1. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser prévues par l'article 22 du CCAP, il sera appliqué par l'Acheteur ou le Bénéficiaire dans le cas d'un marché subséquent à une pénalité de **60 euros** :

- Par heure d'insertion non réalisée conformément à l'engagement pris dans le cadre du critère de performance relatif au « taux de féminisation du personnel en insertion » ;
- Par heure d'insertion non réalisée conformément à l'engagement pris dans le cadre du critère de performance relatif au « dispositif de formation professionnelle pour le personnel en insertion » ;
- Par heure d'insertion non réalisée conformément à l'engagement pris dans le cadre du critère de performance relatif au « Taux de tutorat pour le personnel en insertion ».

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur ou du Bénéficiaire dans le cas d'un marché subséquent.

Article 6.4.2. Pénalités pour non-respect des obligations de formation du personnel

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle des obligations de formation prévues par l'article 25.2 du CCAP, une pénalité forfaitaire de **75 euros** sera appliquée par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur, ou du Bénéficiaire dans le cas d'un marché subséquent.

Article 6.5 Modalités d'application financière des pénalités

Les pénalités mentionnées aux articles 6, 6.1 à 6.4 du présent CCAP sont appliquées par les Bénéficiaires ou l'acheteur. Si elles ne peuvent pas être déduites d'une facture, elles feront l'objet d'un titre de perception émis par le Bénéficiaire ou l'acheteur.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les titres de perception (TP) comprennent notamment les mentions suivantes :

- La référence du titre ;
- La date d'émission ;
- La désignation de l'expéditeur et du destinataire ;
- La somme à payer ;
- L'objet de la créance ;
- Les modalités de paiement.

Le paiement est effectué conformément aux indications portées sur le titre de perception.

Article 6.6 Secret des affaires

le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros HT par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts conformément à l'article 24.3 du CCAP. L'Acheteur applique la pénalité.

Article 6.7 Principe d'égalité et de laïcité

Le Titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité de laquelle il serait témoin. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de **200€ par jour**, prenant comme date de départ, le jour constaté du manquement jusqu'à la date de régularisation de la situation conformément à l'article 24.7 du CCAP. L'Acheteur applique la pénalité.

Article 6.8 Gestion des déchets et suivi des DEEE

En cas de non-communication des éléments justificatifs indiqués aux l'articles 26.3 et 26.8 du présent CCAP, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 200 euros HT.

Article 6.9 Formation à l'écoconduite

En cas de non-communication des éléments justificatifs indiqués à l'article 26.6 du présent CCAP, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 200 euros HT.

Article 6.10 Réemploi et réutilisation des équipements en fin d'usage

En cas de non-respect des résultats du Titulaire (article 7.7 du CCTP), alors une pénalité de 2 000 € HT est appliquée par l'Acheteur.

Article 7 Relation Fournisseurs

Encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent accord-cadre, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des Achats de l'Etat.

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents de la DAE, tant contractuels que fonctionnaires, dans leurs activités. Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

Le(s) Titulaire(s) est/sont invité(s) à en prendre connaissance à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/charte_deontologie_dae.pdf?v=1680163773

L'engagement dans la démarche de labellisation

La Direction des Achats de l'Etat a obtenu le label « Relations fournisseurs et achats responsables » en janvier 2024 et est signataire de la charte Relations fournisseurs achats responsables.

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le Titulaire s'engage à informer la Direction des Achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le Titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Recours préalable au médiateur interne « RFAR »

Conformément à l'article L. 2197-1 du code de la commande publique, et à l'article L. 213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité Bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les Titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure cumulativement que :

- ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité Bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à mediateur.dae@finances.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le référent au sein du service concerné de l'entité Bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le référent au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend seront également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

Article 8 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent à l'ensemble des lots.

Article 9 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du Titulaire ou pour motif d'intérêt général). L'acheteur peut notamment résilier l'accord-cadre à l'égard d'un Titulaire en particulier, suite à une résiliation pour faute d'un marché (lot n° 5) : l'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout Titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le service Bénéficiaire.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents ou bons de commande en cours d'exécution.

Pour le lot n° 5, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le Titulaire de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents en cas de mauvaise exécution ou défaillance dans le cadre de marchés subséquents.

L'exclusion de l'accord-cadre est alors prononcée par l'acheteur. La décision d'exclusion est notifiée au Titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion de l'accord cadre ne peut intervenir qu'après que le Titulaire de l'accord-cadre ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un Titulaire à l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

Article 10 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le cas échéant, en cas de défaillance du Titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 11 Différends

L'acheteur, les Bénéficiaires et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'Acheteur, les Bénéficiaires et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Article 12 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de PARIS.

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.tapis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

PARTIE II – MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser une date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification ou la date fixée dans le bon de commande, postérieure à la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ou du MS ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- la date de début d'exécution du bon de commande ;
- la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le numéro Chorus REFX de référence du bâtiment correspondant à un numéro bâtiminaire (à six chiffres) de l'inventaire immobilier de l'État ;
- le cas échéant, la référence au devis.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au CCAG FCS, les notifier à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du Bénéficiaire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au Bénéficiaire les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le Bénéficiaire dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

Les bons de commande de prestations de maintenance préventive ont une durée égale à la période allant de la date d'effet souhaitée à la date de fin de l'accord-cadre. Chaque bon de commande

mentionne la durée de la prestation. Le bénéficiaire joint en annexe au bon de commande les lignes du BPU commandées.

Pour la période allant de la date de prise d'effet du bon de commande à la fin de la première année de l'accord-cadre, la commande est faite par application du prix au prorata temporis.

La commande est faite pour la durée ferme de l'accord-cadre.

En cas de reconduction tacite de l'accord-cadre, le bon de commande initial est modifié pour commander les prestations souhaitées sur l'année reconduite.

Le bénéficiaire joint en annexe du bon de commande, le devis du titulaire validé par le bénéficiaire ou son conseil.

En cas d'ajout de sites ou d'équipements sur un site, il est fait application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires.

PARTIE III – MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Un bon de commande pour les prestations ponctuelles peut être annulé ou modifié sur demande du Bénéficiaire, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception de cette demande et **au plus tard 15 jours avant le début des prestations.**

Toute annulation ou modification notifiée au titulaire dans le respect de ces conditions ne saurait ouvrir droit à une quelconque indemnisation au bénéfice du titulaire.

Pour le lot 5, les modalités d'annulation ou de modification des bons de commande en cours d'exécution des prestations sont précisées par les Bénéficiaires dans les marchés subséquents, dans le respect du code de la commande publique.

PARTIE IV – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS (Lot n°5)

Article 13 Modalités de passation des marchés subséquents

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux Titulaires de l'accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au Titulaire du lot 5 de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution ci-dessous.

- Critère prix : 40 à 60 points
- Critère technique : 30 à 60 points
- Critère social / Environnemental : 10 points

La pondération définitive des critères et la définition des éventuels sous-critères et éléments d'appréciation est communiquée aux Titulaires du lot 5 dans la lettre les invitant à remettre une offre pour l'attribution d'un marché subséquent.

1 – Critère prix	40 à 60 points
Prix de la redevance forfaitaire	15 à 50 points
Prix indiqués au BPU du MS appliqués à une simulation de commande masquée	15 à 50 points
2 - Critère technique	30 à 60 points
3 – Critère social/environnemental	10 points

Les sous-critères pour le prix sont précisés par le bénéficiaire le cas échéant.

Pour l'attribution des marchés subséquents, les notes des critères technique et social/environnemental sont reprises de celles attribuées au stade de l'accord-cadre, auxquelles sont appliquées la pondération définie par le bénéficiaire dans les documents de consultation de son marché subséquent.

Variation de la pondération des critères:

Les Bénéficiaires, dans le cadre de leurs marchés subséquents ont la possibilité d'adapter la pondération des critères ci-dessus en fonction de leur besoin et dans les limites des fourchettes prévues dans le présent article. La pondération des critères apparaît dans la lettre d'invitation à remettre une offre. Le total des critères prix, technique, social/environnemental doit correspondre à une note sur 100 points.

Article 14 Obligation de réponse

Le Titulaire de l'accord-cadre n'a pas d'obligation de réponse aux marchés subséquents.

En cas d'absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le Bénéficiaire peut conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

Dans le cadre de la passation d'un marché subséquent, le service Bénéficiaire peut demander aux Titulaires de l'accord-cadre de se prononcer sur leur intention de répondre à la consultation lancée, dans un délai fixé librement par le service Bénéficiaire. Cette demande est indicative, la réponse des Titulaires de l'accord-cadre est facultative. Cette demande a pour seul objet de permettre au service Bénéficiaire de se préparer, le cas échéant, à une absence d'offre et donc à la passation d'une procédure hors accord-cadre.

PARTIE V – CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Article 15 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixte avec des prestations forfaitaires et des prestations exécutées au moyen de bons de commande.

Article 16 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont conclus pour une durée initiale fixée à l'acte d'engagement du marché subséquent. Cette durée est au minimum de 24 mois et au maximum de 48 mois, à compter de la date de notification du marché subséquent.

Lorsque la durée initiale du marché est de 24 mois, le marché peut être reconduit, tacitement, 2 (deux) fois par période de 12 mois.

En tout état de cause, la durée de validité du marché subséquent ne peut excéder 6 mois maximum après la fin de validité de l'accord-cadre. Il en résulte notamment que les marchés subséquents sont passés au plus tard la 3ème année de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée maximum sera de 18 mois, sans pouvoir dépasser la limite de 6 mois précitée.

Chaque décision de non-reconduction s'opère sur décision expresse du Bénéficiaire, intervenant au plus tard 3 (trois) mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision expresse de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché ni à la non-reconduction.

Article 17 Forme du prix des marchés subséquents (lot 5) et conditions d'exécution des prestations forfaitaires

Le prix des prestations récurrentes dans le cadre des marchés subséquents correspond à des forfaits qui sont décomposés dans le BPU. La décomposition des prix permet de vérifier qu'ils ne dépassent pas les prix plafonds de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires est fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Les Bénéficiaires s'engagent sur une durée minimum de 24 mois à compter de la date de notification du marché subséquent au Titulaire et sous réserve de ne pas dépasser la limite de 6 mois d'exécution après la fin de l'accord-cadre.

Article 18 Forme du prix et conditions d'exécution des prestations de maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective ou de travaux peuvent être commandées à tout moment pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les commandes sont passées sur la base de prix unitaires hors taxes figurant dans l'annexe financière 1 à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Conformément à l'article 3 du CCAG fournitures et services, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur (ex : cas des établissements publics), le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations est la date fixée dans le bon de commande, postérieure à la notification de celui-ci.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- La date d'émission du bon de commande
- Les coordonnées du Bénéficiaire (SIRET, ...)
- La référence de l'accord-cadre
- Le cas échéant, la référence du marché subséquent (lot 5)
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- Les lieux d'exécution des prestations
- La référence au devis, le cas échéant

La signature des bons de commande n'est pas requise.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS, les notifier au Bénéficiaire dans un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du Bénéficiaire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au Bénéficiaire les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et **avant** l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le Bénéficiaire dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Article 19 Délais d'exécution des marchés

La durée d'exécution de chaque marché subséquent court à compter de la date de notification du marché au Titulaire ou de la date d'effet indiquée dans le marché.

En tout état de cause, la durée de validité du marché subséquent ne pourra excéder 6 mois maximum après la fin de validité de l'accord-cadre.

Article 20 Pièces constitutives des marchés

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre, y compris l'offre du Titulaire sélectionnée au stade de la passation de l'accord-cadre (notamment mémoire technique) ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes :
 - o Annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) pour prestation forfaitaire
 - o Annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU) pour pièces
- Le CCP du marché subséquent et ses annexes, le cas échéant ;
- L'offre technique du Titulaire au stade du marché subséquent ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance le cas échéant.

En cas de contradiction entre les pièces visées ci-dessus, les pièces de l'accord-cadre prévalent sur celles du marché subséquent.

Article 21 Pilotage des marchés

Les éléments relatifs au pilotage des prestations sont définis dans le CCTP notamment à l'article 7 et ses déclinaisons.

Article 22 Résiliation d'un marché subséquent

Le bénéficiaire peut résilier le marché subséquent dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

La résiliation du marché subséquent peut être effectuée pour les motifs suivants, notamment :

- manquement grave et répété à l'engagement d'insertion,
- non-respect du RGPD,
- non-respect des clauses de la Cybersécurité,
- non-remplacement de la personne nommément désignée, selon article 21.2 du CCAP (représentation du titulaire),
- non-respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-FCS (article 5.3),
- inexactitude des renseignements produits à l'occasion de sa candidature initiale,
- travail dissimulé,
- absence de transmission des documents relatifs à l'exécution (DC4, attestation d'assurances, etc.),
- manquements répétés aux obligations dans le cadre de marchés subséquents.

Toute modification des structures du titulaire (changement de statuts, rachat par une autre société) doit immédiatement être portée à la connaissance du bénéficiaire et de l'acheteur.

La résiliation du marché subséquent ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

PARTIE VI - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS

L'ensemble des articles de cette partie s'applique de droit à l'accord-cadre mais également aux marchés subséquents.

Article 23 Représentation des parties

Article 23.1 Représentation de l'acheteur

Au stade du marché subséquent, le Bénéficiaire désignera pour chaque marché subséquent son représentant chargé du suivi de l'exécution des prestations.

Toutes les tâches afférentes au marché subséquent sont de la responsabilité du Bénéficiaire ou de son représentant : passation et conclusion des marchés subséquents, émission des bons de commandes, conduite et contrôle de l'exécution des prestations, admission des prestations, ajournement réfaction ou rejet, signature d'avenant, décision de résiliation, signature des actes de sous-traitance, révision des prix des marchés subséquents, délivrance au Titulaire des pièces définies à l'article 4.2.2 du CCAG FCS.

Toutes les tâches relatives à l'accord-cadre demeurent à la charge de l'acheteur. Pour ces tâches, l'acheteur désigne un interlocuteur lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur ou le Bénéficiaire notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés.

Article 23.2 Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter :

- auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du Titulaire au stade de l'accord-cadre.
- auprès du Bénéficiaire, pour les besoins de l'exécution du marché subséquent. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du Titulaire au stade du marché subséquent.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur (accord-cadre) ou le Bénéficiaire (marché subséquent) en cours d'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur (accord-cadre) ou le Bénéficiaire (marché subséquent) de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire en dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG. Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de **5 jours calendaires** à compter de la demande.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 23.3 Echanges dématérialisés

L'acheteur ou le Bénéficiaire notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (envoi par mail avec accusé de réception ou profil acheteur PLACE notamment) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique et selon les modalités suivantes : **Les mails devront être envoyés uniquement aux adresses qui auront été communiquées lors de la réunion de lancement du projet. Pour s'assurer de la réception de ces messages, l'acheteur et le Titulaire activent l'accusé de lecture et de réception du mail.**

Article 24 Obligations du Titulaire

Des précisions complémentaires sur les prestations particulières du Titulaire sont décrites dans le CCTP à l'article 6.

Les obligations générales et administratives sont décrites ci-dessous.

Article 24.1 Obligation de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le Titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel (production écrite requise) et décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Article 24.2 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur et au Bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire informe sans délai le Bénéficiaire de l'évolution de la réglementation dont il aurait connaissance. Le Bénéficiaire s'engage à informer le Titulaire de la suite donnée aux informations portées à sa connaissance.

Article 24.3 Confidentialité et secret des affaires

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Bénéficiaire peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents aux torts du Titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de services aux bâtiments. Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le Titulaire peut être amené à connaître de certaines informations confidentielles.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par la confidentialité dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros HT par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur et au Bénéficiaire toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur ou le Bénéficiaire à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur ou le Bénéficiaire s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur ou le Bénéficiaire informe le Titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Article 24.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du Titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Article 24.5 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges de l'accord-cadre et de celui du marché subséquent. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de

l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 24.6 Mesures d'interopérabilité

Si c'est nécessaire, les outils informatiques du Titulaire doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique du Bénéficiaire et, le cas échéant, des tiers désignés. A cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des outils mis en place avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs.

Article 24.7 Respect des principes d'égalité et de laïcité

Le Titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de ses prestations. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution des prestations, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations s'assure du respect de ces obligations. Il communique aux Bénéficiaires chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité de laquelle il serait témoin. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de **200€ par jour**, prenant comme date de départ, le jour constaté du manquement jusqu'à la date de régularisation de la situation.

Cette pénalité est appliquée par le Bénéficiaire concerné, dès lors que le manquement est constaté dans le cadre de l'exécution d'un marché subséquent.

Article 24.8 Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur ou au Bénéficiaires les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur ou au Bénéficiaire dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire fournit, si le Bénéficiaire en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du marché subséquent (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 25 Considérations sociales

Article 25.1. Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au présent accord cadre. Elle est mise en œuvre pour chaque lot de l'ACIM.

Le Titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des Bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise

de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou Bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les Bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée de l'accord-cadre
Lot 1	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 2	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 3	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 4	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 5	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 6	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 7	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 8	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 9	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés
Lot 10	1h à réaliser par tranche de 1500 euros facturés

L'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique au Titulaire qu'à l'atteinte d'un montant facturé de 700 000€ HT.

Dès l'atteinte de ces seuils, le Titulaire est redevable d'un volume horaire d'insertion calibré sur le montant facturé et augmenté d'une heure par tranche de 1500 € HT facturés

En deçà de ce seuil, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le Titulaire désigne un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD)

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion (EI), un Atelier et Chantier d'insertion (ACI) ou une Entreprise adaptée (EA).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC pour le compte des Bénéficiaires.

Clément COQUERY

Responsable de Projets Marchés Etat et JOP Paris 2024

clement.coquery@epec.paris

06 38 08 02 10

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise Titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;

- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au Titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande de l'acheteur, le Titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui est fournie.

Ces éléments sont envoyés à l'acheteur, au Bénéficiaire et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris copie clement.coquery@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le Titulaire informe le Bénéficiaire, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion par l'EPEC

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations doivent être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le Titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du Titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données. Le Titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraîne l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article 25.2. Formation du personnel aux risques spécifiques

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble du personnel affecté à l'exécution des prestations ait reçu une formation appropriée aux risques spécifiques liées aux interventions de maintenance et de sécurité incendie. Cette formation doit couvrir, a minima, les aspects suivants :

- Identification et prévention des risques d'incendie ;
- Utilisation des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés ;
- Procédures d'évacuation et de secours en cas d'incident ;
- Manipulation sécurisée des équipements de sécurité incendie.

Le Titulaire doit fournir, sur demande de l'Acheteur ou du Bénéficiaire les attestations de formation pour chaque membre du personnel intervenant, démontrant la conformité aux exigences susmentionnées. En cas de non-communication de ces éléments, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Article 26 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental à l'article 7.7 du CCTP (Qualité environnementale des produits et matériaux)

Il est également fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental comme décrit ci-dessous.

Article 26.1 Livraisons

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le Titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. Le Titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite. Le Titulaire communique à l'acheteur un bilan des émissions de gaz à effet de serre générées du fait des activités de transport et de livraison, selon une périodicité suivante **annuelle**. Le Titulaire est tenu de présenter au Bénéficiaire un plan de progrès relatif à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans les conditions prévues à l'article 26.2.

Le Bénéficiaire se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au Titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le Titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

Article 26.2 Plan de progrès

Le Titulaire et l'Acheteur ou le Bénéficiaire pour le lot 5 s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai d'un an après la notification.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Maintenir voire améliorer le niveau des prestations ;
- Fournir des prestations de qualité permanente dans le respect du service attendu par le Bénéficiaire ;
- Améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement (optimisation de la gestion du tri, diminution des emballages et du volume des déchets, produits de nettoyage écologiques...) liés à la réalisation des prestations ;
- Participer à l'amélioration de la qualité de vie au travail des occupants ;
- Informer le Bénéficiaire de tout changement de personnel affecté initialement sur site ;
- Faire profiter le Bénéficiaire de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation (mutualisation possible des prestations, optimisation des prestations ou de leur pilotage), et de matériels mis en œuvre lors de l'exécution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre,
- Digitaliser et connecter les services :
 - Digitalisation des services de nettoyage : Le Titulaire peut proposer des outils de gestion numérique pour optimiser le suivi des prestations de nettoyage, tels que des applications permettant de planifier et contrôler les interventions en temps réel, des capteurs de présence pour détecter l'occupation des locaux et ajuster la fréquence des nettoyages en fonction de l'usage.
 - Digitalisation des services de gestion des déchets : En participant à la digitalisation du processus de tri, avec des bacs connectés qui signalent lorsqu'ils sont pleins, le Titulaire peut contribuer à un système plus efficace de gestion des déchets et à une réduction des coûts.

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le Titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification du marché subséquent ou de l'accord-cadre.

Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès, les objectifs ; les indicateurs de mesure ; les actions à la charge du Titulaire ; les actions à la charge du Bénéficiaire ; les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ; le calendrier prévisionnel de chacune des actions et les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange écrit entre les parties dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre ou du marché subséquent.

Article 26.3 Déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le Titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire est tenu de produire, à la demande Bénéficiaire, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur et/ou le Bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Article 26.4 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des Titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de maximum 6 mois après notification de l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué après notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de l'accord-cadre, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le Titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard 6 mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; (et les sous- traitants concernés) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section

de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national. »

Article 26.5 Gestion de fin de vie des produits

→ Gestion de fin de vie des tenues vestimentaires

Le Titulaire prend systématiquement et de façon prioritaire des mesures visant à prévenir la production de déchets des tenues vestimentaires (article 5.2.2.2 du CCTP). Il en assure la gestion la plus exemplaire possible. À ce titre, le Titulaire assure le traitement des déchets des tenues vestimentaires (TLC) dans les conditions définies par la réglementation en vigueur relative à la responsabilité élargie du producteur (REP) selon la hiérarchie des modes de traitement décrite à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le Titulaire communique, annuellement, un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation. Ce bilan précise la typologie de déchets concernés et, pour chaque typologie, les types de traitement appliqués.

→ Gestion de fin de vie des équipements électriques et électroniques

En cas de reprise sur demande de l'acheteur des mobiles, accessoires et batteries usagés, le Titulaire assure le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans les conditions définies par la réglementation en vigueur relative à la responsabilité élargie du producteur (REP) selon la hiérarchie des modes de traitement décrite à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation
2. Recyclage
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le Titulaire communique, annuellement, un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation. Ce bilan précise la typologie de déchets concernés et, pour chaque typologie, les types de traitement appliqués.

En cas de non-communication de ces éléments, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Article 26.6 Formation des conducteurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le Titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché subséquent soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés a minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante, sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le Titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché subséquent.

En cas de non-communication de ces éléments, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Article 26.7 Limitation des émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des personnes intervenantes

Pour la réalisation des prestations objet du marché, le Titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier motorisé, le Titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine (sans moteur) tel que les vélos, les trottinettes non électriques, les voitures à pédales etc. ou les transports en commun : Train (TGV, TER, Intercités etc.), métro, bus, autocar, minibus etc.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable dans le cadre de la réalisation des prestations, le Titulaire privilégie des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les personnes intervenantes sont également formées à l'écoconduite. L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

Article 26.8 Suivi environnemental

Le Titulaire fournit à l'acheteur les éléments de suivi environnemental rappelés ci-dessous :

Objet	Fréquence	Référence
Le Titulaire est tenu de communiquer annuellement le pourcentage de produits et d'équipements issus du réemploi	Annuelle	CCTP, article 7.7.1
Justificatifs de formation des personnels à l'écoconduite	Annuelle	CCAP, article 25.6
Suivi des DEEE	Annuelle	CCAP, article 26.5

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, les Bénéficiaires se réservent le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Article 27 Traitement de données à caractère personnel

Le Titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'éventuel traitement des données à caractère personnel mis en œuvre à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans cette hypothèse, il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le Titulaire apporte au Bénéficiaire, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Article 28 Sous-traitance

L'acheteur exige que les tâches de pilotage soient directement réalisées par le Titulaire et ne peuvent faire l'objet d'aucune sous-traitance. La sous-traitance totale des prestations est interdite, le Titulaire ne peut que sous-traiter le niveau de maintenance 4.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Bénéficiaire, le Titulaire doit lui présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le Bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le Bénéficiaire est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur ou au Bénéficiaire lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le Titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le Bénéficiaire.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Bénéficiaire, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou

équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le Titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au Bénéficiaire (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le Bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du Bénéficiaire gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants, notamment la gestion des procédures d'accès.

Au cas où le Titulaire n'aurait pas intégré, par cette démarche, l'ensemble des compétences requises pour la bonne réalisation du marché le Bénéficiaire pourra faire appel à un tiers extérieur aux frais du Titulaire.

Article 29 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant doit disposer des qualifications et attestations prévues au règlement de consultation et doit être en capacité de réaliser les tâches essentielles de pilotage.

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur ou du Bénéficiaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur ou le Bénéficiaire d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le Titulaire : les tâches de pilotage décrites dans le CCTP notamment à l'article 7 et ses déclinaisons.

Article 30 Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Bénéficiaire en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché subséquent et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances et à jour de ses cotisations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du Bénéficiaire ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au Bénéficiaire ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du de chaque marché subséquent.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur ou au Bénéficiaire, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur ou le Bénéficiaire de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Article 31 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur ou le Bénéficiaire (lot n°5).

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur ou le Bénéficiaire (lot n°5) se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le Titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur ou au Bénéficiaire (lot n°5) démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge Bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur ou le Bénéficiaire (lot n°5) vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du Titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur ou le Bénéficiaire (lot n°5), les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur ou le Bénéficiaire (lot n°5) et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le Bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 32 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché subséquent par le Bénéficiaire et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du Titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du Titulaire

Si le Titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du Titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du Bénéficiaire et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché subséquent. Toute modification de la durée du marché subséquent ne peut résulter que d'un avenant. Dans tous les cas pour le lot n°5, la durée de validité du marché subséquent ne pourra excéder 6 mois maximum après la fin de validité de l'accord-cadre.

En cas de suspension du marché à la demande du Titulaire, le Bénéficiaire se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le Titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle du Bénéficiaire. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant au Bénéficiaire d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le Titulaire.

Le Titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du Bénéficiaire

Si le Bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché subséquent ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le Bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le Titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du Titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au Bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre et du marché subséquent ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché subséquent et qui ont continué d'être supportées par le Titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le Bénéficiaire prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du Bénéficiaire qui en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée

suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché subséquent. Toute modification de la durée du marché subséquent ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché subséquent du fait de l'évènement perturbateur, le Bénéficiaire prononce la résiliation du marché subséquent sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le Bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du Titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le Titulaire adresse au Bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le Titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le Titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des Titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique.

Pour ce faire, le Titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du Titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au Bénéficiaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du Titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent CCAP s'appliquent.

Article 33 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le cas échéant, l'acheteur ou le Bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 34 Langue

Tous les documents écrits remis par le Titulaire à l'acheteur sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le Bénéficiaire, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

PARTIE VII – ANNEXES ET DEROGATIONS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
Article 2	Article 3.4	Représentation du Titulaire
Articles 3, 16, 17 et 19	Article 13.1.2	Point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires
Article 6	Article 14	Pénalités de retard